

La guerre civile dans les têtes

En novembre 2005, des milliers de voitures ont brûlé, des services publics, écoles et transports collectifs, ont été pris pour cible par de jeunes émeutiers... Pour calmer ces violences urbaines, l'état d'urgence a été instauré et les politiques de contrôle et de sécurité se sont durcies. En réponse, le gouvernement vient d'adopter le projet de loi sur l'égalité des chances. Alors que les médias étrangers ont parlé de guerre civile, quel sens donner à ces émeutes ? Comment réinstaurer une certaine paix sociale ?

Pour répondre à ces interrogations, nous avons donné la parole à trois acteurs de terrain : une anthropologue belge, spécialiste des conduites à risque dans les milieux précaires, un psychothérapeute rompu à la gestion de la violence et à l'origine d'une méthode de thérapie sociale visant à y former les acteurs publics, et la directrice d'un centre social de banlieue parisienne.

Entretien réalisé
par **Sabrina Kassa**

H&M : Quel sens donnez-vous aux émeutes qui ont eu lieu dans les banlieues ?

Pascale Jamouille : Les conduites à risque extrêmes, comme les incivilités, la violence, les problèmes de toxicomanies ou l'automutilation chez les filles sont en pleine explosion dans les quartiers "mal vus". Elles sont produites par le gigantesque engrenage de la précarisation. Avec des rouages qui peuvent en entraîner d'autres, mais qui en même temps permettent d'activer des actions de prévention et de résilience chez les jeunes. Commençons du côté du logement. Les cités sont des lieux de la ville discriminés, où vivent beaucoup de familles sous perfusion d'allocations sociales. En habitant la cité, les jeunes sont en situation de déshonneur. En réplique à cette honte sociale, les conduites à risque visent à restaurer une conscience masculine fière. Pendant les émeutes, des journalistes comptaient le nombre de voitures brûlées. Les jeunes faisaient de même parce que cette comptabilité s'inscrivait dans la compétition entre cités pour savoir qui allait récupérer le plus d'honneur. L'engrenage se joue aussi au niveau du travail. Quand on est un jeune de cité, les possibilités d'accès au travail sont particulièrement précarisées, d'autant plus

Pascale Jamouille

Pascale Jamouille est anthropologue à l'université de Louvain-la-Neuve et dans un service de santé mentale en Belgique. Elle était assistante sociale, puis devint professeur de lettres modernes. Elle s'est ensuite occupée de réinsertion professionnelle et s'est finalement tournée vers la sociologie, réalisant des études de terrain sur les abus de drogues et sur les familles mono-parentales. Elle a récemment achevé un doctorat en anthropologie sur les conduites à risque et la construction de l'identité masculine. Elle vient de publier : *Des hommes sur le fil. La construction de l'identité masculine en milieux précaires*, La découverte, 2005.

si on a un casier judiciaire... Ces jeunes se trouvent dans une insécurité totale par rapport à l'emploi. Ils sont obligés de multiplier les types de ressources : micro-business, micro-boulot, salariat intérimaire et contingent. Ils tentent par tous les moyens de s'intégrer un peu partout pour pouvoir rebondir en cas de coups durs.

H&M : On a beaucoup mis l'accent sur le rôle des familles dans l'éducation de ces jeunes "à problèmes". Qu'en pensez-vous ?

P. J. : En Belgique – la situation en France comporte beaucoup de similitudes –, avec le système des points de précarité, nous avons concentré dans les cités les familles mono-parentales ou plus exactement des femmes seules avec des enfants qui ont un père ou un beau-père "*à boîte aux lettres de domiciliation*". À savoir des compagnons se domiciliaient ailleurs pour que la mère touche un peu plus d'allocations sociales car ils savent que leurs ressources sont aléatoires et insécurisées. Ainsi, le seul pourvoyeur sûr devient les services sociaux. Ces pères se retrouvent dans des positions clandestines au niveau socio-administratif, mais aussi sur le plan de l'accès à l'emploi en travaillant au noir. Pour toutes ces raisons, nous avons affaire à des pères qui ont des difficultés à assumer leur rôle de père, à jouer en quelque sorte le rôle de glaive entre la mère et l'enfant parce qu'ils ne sont pas là, ou qu'ils se sont absentés dans leur rôle. Souvent, les conduites à risque des jeunes sont des conduites d'appel aux pères quand ceux-ci dépriment, se rigidifient ou se désinvestissent. Les mères se retrouvent alors seules à devoir assumer les fonctions de la parentalité. Et parfois, elles cèdent sur celles de l'autorité. Elles font un transfert de l'autorité sur le fils aîné de la famille. Et mettent ainsi ce dernier à une place qui n'est pas la sienne et qui favorise chez lui la violence et les comportements machistes, afin malgré tout de prendre de l'autonomie et d'arriver à se séparer.

H&M : Comment peut-on aider ou accompagner les pères dans ce parcours-là ?


P. J. : Tout ce qui peut redonner de l'honneur à l'homme et au père est éminemment préventif dans ce contexte. Les hommes sont fort discrédités dans les cités. Et les pères sont très peu soutenus. D'abord, nous les connaissons très mal. Ils ne vont pas dans les dispositifs d'aide car ils ne fonctionnent pas sur la demande. Devoir demander leur fait honte et ils ont déjà suffisamment honte en étant dans la précarité. Les pères peuvent être investis sur le don. Nous les voyons dans les comités de quartier, dans les revendications collectives où il est possible de manifester, de lutter... Nous pouvons les solliciter en organisant des élections de conseiller d'immeuble, de conseiller d'étage, avec des formations spécifiques en vue de créer des comités pour réclamer auprès des bailleurs sociaux de meilleures conditions d'habitat... La lutte et le don rendent dignes. C'est cela qui restaure l'honneur. Malheureusement, cette optique est la moins

subventionnée. Or c'est l'optique la plus efficace car elle démultiplie les forces. Quand les gens retrouvent des liens et des solidarités dans l'entourage, ils ont nettement plus de chance d'aller mieux qu'à la suite d'une intervention sociale individuelle, forcément ponctuelle.

J'ai vu beaucoup de pères retrouver du sens, par ailleurs, et se remettre à être actif dans les cagnottes populaires. Ce sont des recreations sociales à partir du monde ouvrier belge. On économise sur le long terme, ensemble, en constituant un groupe avec des règles très précises pour pouvoir rassembler et redistribuer l'argent. Il y a un président, un co-président, un secrétaire. L'argent est déposé dans un compte en banque. Il faut deux signatures pour y avoir accès. Les cagnottes sont aussi des lieux de rencontre pour des individus de plus en plus seuls. Ce sont aussi des endroits où l'on peut trouver un amoureux ou un homme capable de prendre une parole et se positionner vis-à-vis du fils ou de la fille quand les relations familiales sont en plein chaos.

Il y a d'autres façons de recomposer les familles.

En créant, par exemple, des espaces de transmission père-fils. On organise des groupes de parole pour les parents préoccupés par l'éducation des enfants. Et si on faisait aussi un espace garage, bien outillé, où les pères pourraient transmettre à leurs fils les savoirs techniques. Mais clairement, nous ne sommes pas dans ces logiques-là. L'intervention sociale part du rôle traditionnel des femmes au lieu de partir du rôle traditionnel des hommes, pour rentrer en contact avec eux et les renforcer dans leur compétence parentale.

 *"Redonner de l'honneur à l'homme et au père est éminemment préventif dans ce contexte."*

H&M : Quelles seraient les conséquences en termes de politiques publiques ?

P. J. : Il y a une réflexion globale à faire du côté de l'aide sociale. Il faut arrêter de donner une prime à l'isolement en réduisant l'aide sociale quand les gens vivent en famille ou en couple. Les inciter à faire ce choix, c'est réellement les mettre dans la pauvreté, parce que la réelle pauvreté est affective. Retirer les allocations familiales me semble contre-productif : si les familles sont débordées, si les mères n'arrivent plus à gérer leur "petit homme dans la maison", ce n'est pas en retirant les allocations familiales que la situation va changer. C'est au contraire en offrant un réel soutien à ces familles sur le plan de la socialisation, de l'éducation des enfants...

Si nous criminalisons systématiquement l'économie souterraine, les incivilités, les conduites d'appel vis-à-vis de la société, si nous n'avons que cette réponse-là, nous allons générer encore plus de problèmes. Il faut avoir une ligne de direction prenant en compte la production sociale de ces conduites à risque pour pouvoir défaire ces processus de production à la base.

Sur le plan de l'intervention, il faut travailler sur l'ensemble des champs de compétence et d'intervention puisque c'est une interaction de processus de

production auquel on assiste, tant sur le plan du logement que du travail, que sur celui des lieux de socialisation des jeunes et de la famille. Et puis nous devons passer les politiques publiques au crible des processus. Car si les politiques n'atteignent et ne détruisent aucun des processus, c'est qu'elles sont inadaptées. Effectuer une traduction des analyses des anthropologues et des sociologues, sur le plan des politiques publiques, voilà qui est urgent. Mais cela demande de réfléchir autrement qu'en terme de sécurité ! ◀

H&M : Avez-vous été surpris par les émeutes dans les banlieues ?

Charles Rojzman : La crise n'est pas nouvelle, elle est présente depuis de longues années. Nous avons simplement assisté à une multiplication de délits quotidiens dans les cités. Comme les voitures brûlées, les agressions de travailleurs sociaux, les mises à sac de locaux municipaux, les incendies de postes de police... Pour moi, il y a simplement eu un effet multiplicateur lié au hasard des circonstances et à une lutte de pouvoir au sommet de l'État qui a utilisé cette crise pour un combat de chefs.

H&M : Pourquoi les services publics sont-ils la cible des émeutiers ?

C. R. : Nous sommes prisonniers d'explications idéologiques et manichéennes. Les uns parlent de révolte justifiée d'une jeunesse victime de discriminations et les autres accusent les banlieues, les familles, les jeunes, et voient dans ces gestes des actes de barbarie monstrueux et sans signification. Et puis il y a ceux, à l'extrême droite, qui voient dans ces

agressions la manifestation d'une haine contre la France et ses institutions. Nous sommes prisonniers de ces représentations. Je dis souvent qu'il y a une guerre civile dans les têtes, c'est soit une explication soit l'autre, et nous n'arrivons pas à prendre en considération la complexité de ce qui se passe. Du coup, nous cherchons des solutions à des problèmes dont nous ne savons rien. Notre connaissance des banlieues se limite à ce que chacun dit de lui ou de son groupe, en essayant de se montrer comme une victime des autres. Et nous connaissons les accusations portées contre les autres groupes. Bref,

chaque groupe explique combien les autres groupes se conduisent mal et raconte de façon assez vague ce que les autres groupes font. Les policiers racontent ce qui se passe dans les quartiers : les trafics, les agressions, les tournantes... De l'autre côté, les habitants parlent des bavures, des humiliations dans les contrôles d'identité... En revanche, la réalité, nous ne la connaissons pas parce que personne ne va parler de son groupe, de son monde à lui. Chaque milieu reste avec ses informations. La complexité des

Charles Rojzman

Charles Rojzman, psychothérapeute, est le fondateur d'Impatiences démocratiques. Il est à l'origine d'une méthode transdisciplinaire de thérapie sociale (forme renouvelée d'éducation à la vie démocratique) et assure avec son équipe depuis plus de douze ans la préparation d'acteurs de terrain et de personnels des services publics de tous niveaux à l'exercice de leur profession dans un contexte de crise. Son prochain ouvrage, "*C'est pas moi, c'est lui*", sera publié aux éditions Jean-Claude Lattès.

problèmes, ce qui se passe dans les familles, entre jeunes, dans les institutions, à l'éducation nationale, au niveau des travailleurs sociaux, de tout cela on ne parle toujours pas. Or c'est là le fond du problème.

H&M : Quelle est votre vision de cette complexité ?

C. R. : Je pense que les responsabilités se trouvent à tous les niveaux et chez tout le monde. Et que ces responsabilités sont toutes imbriquées les unes aux autres. Nommer un responsable bouc-émissaire est une erreur et nous conduit seulement à l'impuissance. Cela mène à une logique de fermeture des milieux sur eux-mêmes et à la création d'images d'un "autre" fantasmatique et persécuteur. Pire, cela empêche de percevoir la réalité. S'agissant de la violence des jeunes, la réalité est très complexe. Il existe un malaise psychique, résultant d'une dépression collective de beaucoup de jeunes, qui s'exprime par la violence. On trouve aussi la délinquance, mais c'est autre chose. Il y a, enfin, un autre phénomène en forte augmentation ces dernières années : la haine de l'autre. Notre société produit des peurs qui se transforment très rapidement en haine. L'incivilité sur les services publics est un mélange de tout ça : de défense du territoire par les délinquants, de haine du monde extérieur, de haine des institutions considérées comme mauvaises et oppressives. Par ailleurs, beaucoup de parents sont, je ne dis pas démissionnaires mais démunis, ils ne savent plus comment éduquer leurs enfants et ont besoin d'aides. Sans savoir pour autant aller vers ceux qui pourraient les aider, les éducateurs, les enseignants... Qui eux-mêmes ont des difficultés à aller vers ces familles. Il y a des peurs, des préjugés et puis un manque de savoir-faire. Les professionnels n'ont pas reçu de formation adaptée pour réussir à gérer la crise actuelle. Ils ne savent pas réagir dans les situations de conflits. Bien sûr, il y a des exceptions...



"C'est l'absence de conflits exprimés qui crée la violence."

H&M : Qu'est-ce qu'ils ne savent pas faire ?

C. R. : Vivre le conflit. Les relations entre le public et les services publics ne reposent plus sur un contrat implicite. Il y a une grosse crise de confiance. Beaucoup d'habitants des banlieues ne croient pas que les services publics soient vraiment là pour les aider. Il y a un déficit d'amour dans les quartiers. Les agents des services publics, pas formés, travaillant avec des modèles dépassés voire paternalistes, n'ont pas su créer la confiance avec les populations immigrées. Si aujourd'hui, dans certains quartiers, des islamistes ont du prestige auprès des jeunes, c'est parce qu'ils ont su créer cette relation de confiance et de valorisation. La police, par exemple, n'a pas été capable de se montrer comme une police au service des habitants. Le rapport entre la police et les jeunes des quartiers est un des nœuds du problème. Il y a beaucoup de préjugés réciproques. Une police de proximité a été créée pour parer à cela, mais elle a été extrême-

ment mal introduite. Cela s'est fait d'en haut, de façon autoritaire, sans préparation, sans accompagnement. Et le résultat fut un échec. J'ai assisté dans des écoles de police à des formations à cette police de proximité. C'était deux heures de laïus sur la police de proximité, et puis c'est tout. Le problème ? Les décideurs ne veulent pas comprendre que se sont les êtres humains qui font marcher les dispositifs. Nous pouvons créer des Zep, des polices de proximité, etc., nous pouvons mettre tout ce que nous voulons, si les êtres humains ne sont pas préparés, cela ne marchera pas. L'erreur est technocratique. Il y a vraiment une faillite des institutions. Ceux qui décident et mettent en place des dispositifs ne comprennent pas et ne connaissent pas la réalité des banlieues. S'ils ont une vision idéologique de gauche, ils vont considérer les gens des banlieues comme des victimes d'une société discriminante et décider d'apporter ci, d'apporter ça... S'ils ont une vision de droite, ils vont juger que les habitants des banlieues ont besoin d'être cadrés et matés. Et parfois, ils mélangent les deux, au hasard des sondages.

H&M : Quels sont les moyens d'action pour sortir de cette spirale-là ?

C. R. : Tout d'abord, il faudrait faire se rencontrer des milieux qui ne se rencontrent jamais, pour essayer de briser les murailles derrière lesquels les différents groupes se sont murés. La deuxième chose, c'est de donner la parole au terrain. Aujourd'hui, les acteurs de terrain ont des informations qu'ils ne communiquent pas par peur des représailles, notamment institutionnelles. Dépasser ce nœud n'est pas évident, mais nous n'arriverons à rien si nous ne connaissons pas les problèmes. Écouter les experts ne suffit pas parce qu'eux-mêmes ont leurs propres idéologies. Et quand je dis les acteurs de terrain, je ne parle pas seulement des habitants mais aussi des policiers, des travailleurs sociaux... Troisièmement, pour que cette parole puisse se dire, il faut former les gens à ne plus avoir peur du conflit. C'est l'absence de conflits exprimés qui provoque la violence. Enfin, pour s'en sortir, chacun a l'endroit où il est doit reconnaître sa responsabilité. Ceci est vrai pour les responsables hiérarchiques et politiques mais aussi pour les acteurs de terrain et les habitants de quartier... Si nous continuons à accuser les autres, à les rendre systématiquement responsables de tout, nous sommes condamnés à l'impuissance parce que les autres ne changeront jamais. Au niveau de chaque institution, de chaque groupe, il faut regarder comment chacun contribue à la crise. C'est une révolution culturelle, soit, mais c'est bien cela qu'il nous faut aujourd'hui. Cette dernière crise des banlieues est la poursuite d'un processus qui ne risque pas de s'éteindre de si tôt. Si nous ne faisons pas ce travail, si nous réglons cette crise (provisoirement) avec la répression d'un côté et l'abandon des cités aux religieux de l'autre, à qui nous allons demander d'assurer la paix sociale, nous prenons le risque de renforcer des enfermements identitaires. Enfermements qui préparent des crises bien plus graves à l'avenir, comme le terrorisme et la guerre civile... ◀

H&M : Comment interprétez-vous les émeutes qui ont eu lieu dans les banlieues ?

Agnès Falcon : Nous n'avons pas été surpris par ces événements. Depuis plusieurs mois, nous sentions une tension monter, beaucoup de gens à cran... Quand je dis les gens, je ne dis pas seulement les jeunes. C'est général. Plusieurs facteurs s'imbriquent et expliquent cette situation. Le logement, le chômage, le transport plombent la vie quotidienne des habitants de ces quartiers. Certes, nous n'avons pas le monopole du chômage, mais ici tous les problèmes de la société ordinaire sont décuplés. Ces émeutes sont à la fois une déclaration de ras-le-bol et en même temps un appel au secours. Sur ce territoire, il y a énormément d'énergie et de vitalité, de désir de la part de ces jeunes de se projeter dans l'avenir, de s'inscrire dans la société. Une part de ces jeunes, malheureusement, va trop mal, est trop déstructurée pour se projeter dans quoi que ce soit et reste dans la violence brute et la destruction. Ces jeunes existent, mais je pense qu'ils représentent une minorité, une toute petite minorité, par rapport à l'ensemble de cette population qui souhaite seulement trouver un travail, fonder une famille et faire sa vie, comme n'importe quel autre citoyen ordinaire.

H&M : Quelles ont été les réactions des jeunes de Clichy après les émeutes ?

A. F. : Les jeunes sont ambivalents. Ils ne cautionnent pas tout – les voitures brûlées, la violence –, mais ils pensent que c'était le seul moyen de dire *“ça suffit !”*. Et il est vrai qu'objectivement, quels autres moyens ont-ils ? Quelle autre représentation ces jeunes ont-ils dans la société ? Aucune. Il y a eu un sursaut, pour nous inattendu, depuis ces événements : une prise de conscience de la nécessité de voter. Beaucoup de jeunes sont allés s'inscrire sur les listes électorales. Nous travaillons maintenant à leur expliquer comment tout cela fonctionne, parce qu'en matière d'instruction civique, de fonctionnement démocratique, l'ignorance est grande. Ces émeutes ont permis aussi de mettre en lumière le rapport de ces jeunes à la police. D'une certaine façon, c'est positif, car cela a donné la possibilité de l'exprimer et, peut-être, à terme, de le changer.

Certains de ces jeunes ne sont pas allés très longtemps à l'école, mais ils ont compris beaucoup de choses. Ils nous disent : *“ La loi, le couvre-feu d'accord. Nous avons brûlé des voitures, ce n'est pas bien. Nous avons cassé des équipements publics, ce n'est pas très glorieux. Mais la loi, elle est respectée la loi ? Pour qui est-elle faite la loi ? Le pourcentage de logements sociaux dans les villes, il est respecté ? ”* Dans certaines communes voisines, il y a seulement 3% de logements sociaux. Cela soulève en effet

Agnès Falcon

Agnès Falcon a été assistante sociale au conseil général puis à la caisse d'allocation familiales (Caf) de Seine-et-Marne. Elle s'est ensuite engagée dans le monde associatif dans une entreprise d'insertion par l'économie à Chelles (77), avant de revenir à la Caf en Seine-Saint-Denis où elle a encadré une équipe de travailleurs sociaux. Depuis 2003, elle est la directrice du centre social intercommunal de la Dhuy, une structure associative à la frontière de Clichy et de Montfermeil, là où a démarré la crise des banlieues.

des interrogations. Nous avons également entendu des propos intéressants sur la tolérance zéro, telle que les jeunes la perçoivent. *“ Quand les Corses attaquent les trésors publics et les Urssaf, est-ce qu'ils sont mis en prison le jour-même ? Vont-ils au tribunal ? Quand les agriculteurs saccagent les grandes surfaces, qu'ils déversent des tonnes de vin ou de fruits et légumes et qu'ils empêchent la circulation pendant des jours, sont-ils... ? ”* C'était des réactions à chaud mais n'y -a-t-il pas là matière à réflexion ? Les concer-

nant, certains parlent de problèmes d'“*intégration*”. Le mot est inapproprié, ces jeunes sont intégrés, ils sont la troisième ou quatrième génération. L'intégration concernait leurs parents ou grands-parents, mais pour eux, il faut trouver un autre mot. Leurs difficultés sont plus d'ordre social que liées à leurs origines.

Au contraire, nous constatons plutôt une rupture totale par rapport à leur histoire, par rapport à leurs origines justement. Le débat public porte beaucoup en ce moment sur le passé colonial. Ici nous nous rendons bien compte à quel point ces jeunes sont dans l'ignorance de l'histoire du pays de leurs parents et grands-parents. Quant à la société française, ils en maîtrisent mal les codes. Ils entrevoient les exigences sans être armés pour y répondre. Quand vous êtes relégués depuis toujours sur le plan du logement, du transport, de la formation, il y a des processus d'exclusion qui s'opèrent psychologiquement très tôt.

H&M : Que signifie cette rupture avec leurs parents ?

A. F. : Certains parents n'ont pas été capables, pour un tas de raisons liées à leur exil, à leur intégration en France et aux crises économiques successives, de transmettre quelque chose de structuré concernant leur culture d'origine et leur autorité. Du coup, certaines familles sont bloquées et ce sont les jeunes de 12-14 ans qui font la loi. Cette situation contribue, pour les parents, au sentiment de honte et de repli. Ce n'est pas de lâcheté ni de démission dont il s'agit, mais d'une simple perte de capacité à agir, à adopter la bonne place vis à vis de ses propres enfants.

H&M : Un Plan de réaménagement urbain (Pru) est prévu pour votre commune. Il devrait régler un certain nombre de problèmes...

A. F. : Un Pru doit démarrer ici en 2006, mais les habitants sont assez sceptiques. Des démolitions-reconstructions sont prévues : mille deux cent sur Montfermeil, mille huit cent sur Clichy... Cela va changer le paysage ! Mais les gens sont dans une grande désillusion parce que depuis vingt ans il y a eu beaucoup de promesses, mais rien de sérieux ne s'est passé. Pour l'instant, les villes et les instances concernées par ce Pru n'ont pas pu, n'ont pas su associer les habitants à ce projet. On compte changer les murs, construire de beaux immeubles, mais dans les têtes et les conditions de vie, rien n'est anticipé. Il n'y a toujours pas de place pour une vraie consultation des habitants.

“En France,
nous avons beaucoup
de mal à laisser
les habitants prendre la parole.”

H&M : Pourquoi ne réussit-on pas à mettre en place une démarche plus participative ?

A. F. : Nous ne savons pas faire cela en France. Nous avons beaucoup de mal à laisser la parole aux habitants, à les laisser s'exprimer sans que cette parole soit perçue par les pouvoirs publics comme une menace, comme une remise en cause. Nous n'arrivons pas à imaginer que les gens ont des choses à dire, positives, constructives, qui ne soient pas uniquement de la critique ou du dénigrement. Or les habitants ici ont des choses à dire très concrètes, sur leur espace de vie, sur l'aménagement de leur environnement... Ils ne sont pas architectes, ni urbanistes mais il nous paraît légitime qu'ils soient entendus. Ensuite, il faut trouver sous quelle forme, en quels termes accessibles et clairs. Mais on sait d'avance que tout cela va être laborieux.

H&M : Dominique de Villepin a annoncé une réinjection de fonds de 100 millions d'euros pour les associations, est-ce que ces moyens vont suffire à relancer une dynamique dans les cités ?

A. F. : Le sujet est sensible. Depuis deux ans les associations ont vu les financements de la politique de la ville considérablement diminuer. Aujourd'hui, notre association n'a encore rien touché des crédits de la programmation 2005 et encore moins de crédits supplémentaires. J'avais demandé en janvier un financement pour un total de 37 500 euros, j'ai eu un accord en avril pour 4 500 euros. Je n'ai, à ce jour, rien reçu alors que les actions ont été menées, les salariés payés. Nos interlocuteurs nous disent : "*C'est en cours*". Mais comment gère-t-on pendant ce temps ? Nous sommes confrontés chaque année, surtout depuis trois ans, à une guerre d'usure pour recevoir ces crédits de la politique de la ville et du Fasild⁽¹⁾. Nous sommes en permanence dans l'incertitude. Des crédits sont accordés, puis ensuite amputés, voire totalement supprimés. Comme nous, beaucoup d'associations du département sont en découvert bancaire. Nous sommes dans l'aléatoire permanent, alors que, justement, nous travaillons avec des populations qui ont besoin d'être sécurisées. Nous souffrons aussi d'un empilage de dispositifs publics qui se succèdent, sans cohérence les uns avec les autres, qui coûtent beaucoup d'argent. Il n'est pas vrai de dire qu'il n'y a pas eu de moyens mis en œuvre dans ces quartiers depuis vingt ans. Il y a eu beaucoup d'argent versé sur notre quartier. Sauf qu'en fin de compte, l'impact est complètement dilué, faute de logique d'ensemble, de cohérence de travail, de vrais projets. ◀

1)- Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations.